

ATTENTION, TOURNANT DANGEREUX!

Guerra di classe - n°4 - 5 novembre 1936

1- Je ne dirai pas, comme certains: *Je ne peux pas me taire!* Non, moi je «veux» parler. J'en ai le devoir et j'en ai le droit au nom de cette autocritique qui forme l'essence de tout mouvement ou parti soucieux de conserver sa physionomie propre et d'accomplir sa propre mission historique. Persuadé que la révolution espagnole s'approche précipitamment d'un tournant dangereux, je saisis la plume comme je saisis le revolver ou le fusil. Avec la même résolution, mais aussi avec la même férocité. Qu'on me permette un style convenant à l'atmosphère de guerre dans laquelle je vis: le style d'un tir de mitrailleuse.

2- La situation militaire ne s'est pas améliorée. En voici les causes principales: manque ou rareté des armes et des munitions, absence d'une unité de commandement, insuffisance générale des chefs, attitude de capitulation de la part du gouvernement central, dualisme et antagonisme entre Madrid et Barcelone. Il apparaît avec évidence qu'il faut passer de la guerre de positions à une guerre de mouvement, déchaînant l'offensive sur un vaste et solide plan d'ensemble. Le temps est désormais contre nous. Il faut absolument accélérer le processus guerrier afin de dépasser la phase de la guerre, et entrer dans celle, plus ample et plus profonde, de la Révolution sociale.

3- Il faut vaincre la guerre, mais on ne vaincra pas la guerre en limitant le problème aux conditions «*strictement militaires*» de la victoire. Il faut, avant tout, tenir compte des conditions «*politico-sociales*» de la victoire.

La guerre civile en Espagne étant un conflit international, c'est sur le terrain international qu'il faut poser le problème de l'action révolutionnaire en fonction de la guerre, c'est dans ses points vulnérables: le Maroc et le Portugal, qu'il faut cruellement blesser le fascisme espagnol. Jusqu'à aujourd'hui la préoccupation obsédante du matériel de guerre n'a pas permis de mettre en œuvre un plan d'action qui, réalisé opportunément et habilement, aurait pu faire avorter le putsch fasciste. Les anarchistes qui assument les fonctions de généraux feraient bien de se rappeler leurs propres expériences de révolutionnaires.

4- Quand la C.N.T. de Madrid déclare que «*el gobierno de Madrid no sabe dirigir la guerra*» cela pose inévitablement le problème non seulement de l'intervention de la C.N.T. dans la direction de la guerre, mais aussi des conditions et des formes d'une telle intervention. Il ne s'agit pas de réformes surhumaines, mais simplement d'une vaste profonde et rapide réforme des cadres dirigeants et des organes et moyens de liaison entre les diverses colonnes. La militarisation des milices n'est pas une solution uniquement d'ordre technique, et c'est une faute politique que de l'avoir pacifiquement acceptée sans en éclaircir les intentions, sans en illustrer les points obscurs, sans en avoir discuté les lignes principales. L'«*esprit de colonne*» et la confusion entre le pouvoir du contrôle politique et le pouvoir du commandement militaire peuvent justifier en partie le décret de la Généralité de Catalogne, mais un tel décret n'achemine nullement vers la solution des problèmes vitaux de la victoire militaire de la révolution.

5- Il n'est possible de trouver une solution au problème des besoins de la guerre qu'après avoir résolu la question de la politique espagnole.

Fabregas, Conseiller financier de la Catalogne, a pu déclarer:

«Nous avons envoyé à Madrid une commission pour demander au Gouvernement un crédit de 300 millions de pesetas, ainsi que 30 millions pour l'achat de matériel de guerre et 130 millions de francs pour l'achat de matières premières. Nous offrons comme garantie un milliard de pesetas et titres de rente appartenant à nos Caisses d'Épargne et déposées à la Banque d'Espagne. Tout cela nous a été refusé» («Solidaridad Obrera», le 20-09).

Madrid ne se contente pas de régner, et veut aussi gouverner. Dans son ensemble, le gouvernement espagnol est aussi hostile à la révolution sociale qu'au fascisme monarchiste et clérical. Madrid désire le *«retour à la légalité»* et pas autre chose. Armer la Catalogne, financer la Catalogne, cela signifie, pour Madrid: armer des colonnes portant la révolution à la pointe de leurs baïonnettes et approvisionner la nouvelle économie égalitaire.

Il faut donc, s'adressant au gouvernement de Madrid, lui donner à choisir entre la défaite de la guerre et la révolution victorieuse.

6- Étant donné qu'il est évident que le Gouvernement de Madrid développe une *«politique de guerre»* capable de lui assurer l'hégémonie politique et d'endiguer le développement de la révolution sociale; que le parti communiste (suivant les directives tracées par Moscou) tend à devenir la Légion Étrangère de la démocratie et du libéralisme espagnol et que la social-démocratie espagnole, ou tout du moins ses cadres dirigeants, est révolutionnaire... à la façon de Caballero; il faut donc que notre presse (même sans soulever la menace d'une guerre, d'une *«marche sur Madrid»*, même sans déclencher de polémique contre les communistes et les socialistes, même sans menacer la solidité du pacte d'alliance entre la C.N.T. et l'U.G.T.), soit tout au moins désintoxiquée du malencontreux esprit *«d'union sacrée»* qui a fini par réduire à un minimum imperceptible la critique politique. *«Solidaridad Obrera»*, en exaltant le gouvernement bolchévique de l'U.R.S.S. a, soit dit entre parenthèses, atteint le sommet de l'ingénuité politique.

7- L'épuration du front interne est désormais enchaînée par la *«normalisation»* policière et judiciaire de la lutte contre le fascisme. Le fait que des éléments de la C.N.T. et de la F.A.I. soient entrés dans les organismes de la police n'est pas suffisamment compensé par une autonomie qui aurait permis la rapidité et la discrétion dans les services et dans les missions. Et il faut ajouter à cela que certaines dispositions absurdes et certaines chinoïseries bureaucratiques qui auraient dû être abolies par les représentants de la C.N.T. et de la F.A.I. subsistent et ont des effets désastreux.

8- Le travail de sélection du personnel militaire, sanitaire et bureaucratique est très insuffisant. Cette sélection aurait pu se faire en se basant sur la possibilité de substituer immédiatement et proportionnellement les éléments incapables et peu sûrs par des éléments étrangers fidèles à la cause de la Révolution espagnole ou du moins anti-fascistes éprouvés. Cela n'a pas été essayé.

De même la C.N.T. n'utilise pas suffisamment les techniciens qui pourraient actuellement, remplacer les techniciens incapables et suspects et demain constituer les cadres dirigeants du communisme libertaire.

9- Depuis quelque temps la C.N.T. et la F.A.I. ont adopté, à l'égard de la *«normalisation»* de la Révolution espagnole, une attitude de renoncement. *«L'Espagne Antifasciste»* a dénoncé avec beaucoup de courage et d'acuité ce phénomène, je n'insisterai donc pas. En résumé: la suppression du *Comité Central des milices*, ainsi que du pouvoir des *Comités d'ouvriers et de soldats* constitue un attentat au contrôle syndical des milices. Je pense que ce n'est pas sans raison que *«el Tiempo»* pousse un soupir de soulagement en constatant que la *«révolution sociale en Catalogne devient de plus en plus légalitaire»*.

10- Le Conseil d'Économie n'est pas autre chose au fond que le *«Conseil Économique»* institué par le gouvernement français. Il ne me semble pas être une compensation suffisante au ministérialisme de la C.N.T. et de la F.A.I., même par ses applications pratiques. Il faut déplorer, en outre, un progrès de bolchévisation au sein de la C.N.T. caractérisé par la possibilité toujours moins grande de la part des

éléments de la base de pouvoir exercer un contrôle vigilant, actif, direct sur l'œuvre accomplie par les représentants de l'organisation au sein des comités et Conseils gouvernementaux. Il faudrait créer une série de commissions élues par la C.N.T. et la F.A.I. ayant pour but de faciliter, mais en même temps de rectifier toutes les fois que cela est nécessaire, l'œuvre de nos représentants au sein des Conseils de Guerre et d'Économie.

Ceci serait également nécessaire afin de créer des points de contact entre le travail personnel de ces représentants et les nécessités et possibilités des initiatives cénétistes et faïstes.

11- Je me suis efforcé de concilier les considérations «*actuelles*», inhérentes aux nécessités du moment historique, avec les lignes de «*tendance*» qui ne me semblent pas s'écarter de ces nécessités. Je ne propose aucune «*ligne droite*» à des pilotes naviguant entre des écueils à fleur d'eau et des courants impétueux. La politique a ses nécessités propres et le moment impose aux anarchistes espagnols la nécessité d'une «*politique*». Mais il faut être à la hauteur du rôle historique qu'on a jugé utile d'assumer. Mais il est aussi nécessaire de ne pas créer des solutions de continuité profonde dans les lignes de tendances.

Concilier les «*nécessités*» de la guerre, «*la volonté*» de la révolution et les «*aspirations*» de l'anarchisme: voilà le problème. Il faut que ce problème soit résolu. C'est de lui que dépendent la victoire militaire de l'antifascisme, la création d'une économie nouvelle, délivrance sociale de l'Espagne, la valorisation de la pensée et de l'action des anarchistes. Trois grandes choses qui méritent tous les sacrifices et qui imposent le devoir d'avoir le courage de dire entièrement sa propre pensée.

Camillo BERNERI.
